

Le Conseil d'État se penche sur la reprise de l'économie cubaine



Le Conseil d'État examine le respect du calendrier du processus de mise en œuvre des mesures gouvernementales

La Havane, 19 février (RHC) Un examen du respect du calendrier du processus de mise en œuvre des mesures du gouvernement pour corriger les distorsions et stimuler l'économie au cours de l'année 2024 a été organisé lundi par le Conseil d'État lors de sa session ordinaire correspondant au mois de février, dirigé par le président de cet organe, Esteban Lazo Hernández.

Avec la participation, au Capitole National, du Premier Secrétaire du Comité central du Parti et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez; le membre du Bureau politique du Parti Manuel Marrero Cruz, Premier ministre cubain, a fait une mise à jour détaillée des informations sur ce sujet présentées lors de la réunion ordinaire de cet organe le mois précédent.

Il a souligné que, du 15 janvier au 15 février, le système de travail de suivi et de contrôle sur cette question a été consolidé, avec un travail intense du Parti et du gouvernement pour vérifier le plan d'assurance politique et de communication approuvé; ainsi que commenté les principales actions développées au stade.

Il a ratifié qu'aucune mesure ne sera appliquée tant que les conditions créées dans le pays ne seront pas là; avec une attention particulière aux personnes en situation de vulnérabilité, en tenant compte du principe de la Révolution selon lequel personne ne sera laissé sans défense; et après avoir offert de nombreuses informations à notre peuple à ce sujet.

Pendant ce temps, Diaz-Canel a réitéré l'importance de continuer à renforcer le lien entre les secteurs non étatiques et étatiques de l'économie, en vue de parvenir à de plus grandes offres au peuple, sur la base de leurs potentialités communes dans la production alimentaire, le commerce intérieur, la substitution des importations, entre autres; sur la base des expériences observées lors de ses dernières tournées dans le pays, qui devraient devenir la règle et non les exceptions.

Dans son discours, Esteban Lazo a souligné que la mise à jour présentée répond à un accord précédemment adopté par le Conseil d'État, qui a décidé d'évaluer systématiquement le processus de mise en œuvre des mesures du gouvernement pour corriger les distorsions et revigorer l'économie au cours de l'année 2024, en raison de son fort impact sur la population cubaine, conformément aux attributions conférées à cet organe par la Constitution et les lois.

Il a exhorté à comprendre le caractère intégral de ces mesures afin de résoudre les problèmes existants, qui ont été pris dans un contexte complexe pour défendre le travail et les principales réalisations de la Révolution, et pour protéger la population. Il a précisé quelles actions le système de pouvoir populaire mettra en œuvre, à tous les niveaux, pour soutenir cet important processus.

Ils approuvent un nouveau décret-loi et analysent le respect du plan de mesures découlant de la responsabilité du ministère des Communications

Par la suite, les membres du Conseil d'État ont adopté le décret-loi "Sur le Système National des Aires Protégées", une disposition normative qui vise à renforcer ledit système, en ce qui concerne les réglementations de l'exercice de sa direction, de son contrôle et de son administration, les catégories de gestion, sa proposition et déclaration, le régime de protection et l'octroi d'autorisations pour la réalisation d'activités dans celles-ci.

Lors de la présentation du décret-loi publié; Adianez Taboada, vice-ministre du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, a souligné qu'il s'applique aux personnes physiques, physiques ou morales, nationales ou étrangères qui exercent des activités dans les aires protégées, en vue d'assurer la conservation et l'utilisation durable du patrimoine naturel conformément à la mise à jour du cadre juridique sur l'environnement.

Lors de la séance de ce 19 février, les membres de cet organe ont également évalué l'état de conformité avec le plan de mesures du Ministère des Communications (MINCOM) à la suite de la reddition de comptes de cet organe à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, tenue en décembre 2022. Mayra Arevich Marin, responsable du MINCOM, a rappelé que, dans le cadre de ce processus, l'avis sur ce rapport a été soumis par la commission parlementaire sur l'attention aux services, avec 15 recommandations.

Sur la base de ces clarifications, également adoptées par les députés, Arevich Marin a présenté une mise à jour sur ces questions qui font l'objet d'une analyse dans le cadre du plan préparé par le ministère: politique de transformation numérique et agenda numérique 2030, développement du gouvernement numérique, commerce électronique et bancaire, industrie des applications et services informatiques, services de télécommunications et système de communication avec la population et création d'une plus grande culture dans l'utilisation des technologies.

Dans le même temps, il a détaillé les actions mises en œuvre pour répondre aux plaintes et demandes de la population, l'attention portée au système commercial et budgétaire, les nouvelles mesures pour stimuler l'économie, la gestion de la science et de l'innovation, la gestion du capital humain, le télétravail et l'attention aux jeunes, entre autres.

En termes de commerce électronique, le rapport analysé reconnaît qu'à la fin de 2023, le paiement électronique des services d'électricité augmente jusqu'à 50,38% (en hausse de 11,9% par rapport à 2022); les services téléphoniques augmentent jusqu'à 87% (en hausse de 13,65% par rapport à 2022), le paiement des taxes atteint 57,68% (en baisse de 0,7% par rapport à 2022) et le paiement du gaz augmente jusqu'à 43,36% (en hausse de 23,6% par rapport à 2022). Il indique également que l'année dernière, Transfermóvil a atteint 4,8 millions d'utilisateurs et effectué 977 millions d'opérations (en hausse de 25% par rapport à 2022), incorporé de nouvelles fonctionnalités, atteint un taux d'acceptation élevé et activé le portefeuille mobile Mi Transfer qui a atteint 376 000 utilisateurs et effectué 37,7 millions d'opérations, en réponse aux principales approches émises par la population.

Cependant, la diffusion et la communication sur les avantages du commerce électronique est une action permanente dans le travail de ce ministère et du secteur en général.

Le système du Pouvoir Populaire, en amélioration continue

Les résultats de la responsabilité des présidents des conseils populaires devant leurs organes respectifs ont été vérifiés dans l'ordre du jour de la session ordinaire du Conseil d'État. Miriam Brito Sarroca, chef de la Commission d'attention aux Organes locaux du Pouvoir populaire, a déclaré que ce processus s'était déroulé dans le pays entre les mois de novembre et décembre 2023, conformément aux dispositions de la loi no. Article 132 "Sur l'organisation et le fonctionnement des Assemblées municipales du Pouvoir Populaire et des Conseils Populaires".

"Sur les 1 410 conseils populaires, leurs présidents représentaient 1 343, soit 95,2% du total de ces organes dans le pays. Les principales causes de non-réalisation sont le peu de temps passé au pouvoir par les présidents, généralement moins de 6 mois, et 15 postes vacants", a souligné Brito Sarroca.

Au cours du débat, il a été signalé que ce processus remplissait l'objectif de porter à l'examen du reste des délégués et représentants des organisations politiques et de masse et des voisins des démarcations le travail effectué au cours d'une année, les insuffisances encore présentes dans leur travail et les projections de travail futures.

"Ce processus de responsabilisation des présidents des conseils populaires aura une continuité, puisque les directions des assemblées municipales maintiendront un suivi systématique du respect des recommandations formulées dans chaque cas", a conclu le Président de cette commission parlementaire.

Miriam Brito a également expliqué le processus de mise en œuvre des lignes et des actions pour l'amélioration continue des organes municipaux du Pouvoir populaire.

Parmi les questions les plus débattues et dans lesquelles des actions ont été prévues figurent celles liées à l'accompagnement des délégués dans leurs circonscriptions, la participation des responsables administratifs aux réunions des conseils populaires et aux processus de responsabilisation du délégué envers ses mandants, les services fournis à la population, l'attention aux circonscriptions incluses dans la

carte sociopolitique et aux communautés en situation de vulnérabilité, a-t-il indiqué lors de la présentation du rapport.

"En général, il est considéré que l'analyse effectuée dans les conseils populaires, les conseils d'Administration, les assemblées municipales et les conseils provinciaux du Pouvoir Populaire a rempli les objectifs proposés et indiqués par le Président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire sur la mise en œuvre des lignes et actions pour l'amélioration continue du Pouvoir Populaire, et l'adoption de nouvelles mesures pour la réalisation de cet objectif. Ses résultats sont une force et nous permettront d'affronter plus vigoureusement le processus de correction des distorsions et de dynamiser l'économie dans ce qui correspond aux organes du Pouvoir populaire", a estimé le Secrétaire du Conseil d'État.

Au cours de la session, les accords adoptés par cet organe lors de ses précédentes réunions ont également été vérifiés. (Traduit du site de la Présidence de la République)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/347677-le-conseil-detat-se-penche-sur-la-reprise-de-leconomie-cubaine>



Radio Habana Cuba